



Sète, le 23 octobre 2018

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 15 OCTOBRE 2018 A 18 H 30

Affiché conformément à l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales

L'an deux mille dix-huit et le 15 octobre, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Claude MUSLIN donne pouvoir à Hervé MERZ

Etaient absents : Rudy LLANOS, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le compte rendu de la séance du 17 septembre 2018. Le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises dans le cadre de la délégation par le Conseil municipal d'une partie de ses attributions.

ADMINISTRATION GENERALE

1 - ELECTION D'UN ADJOINT

Par arrêté du 5 octobre 2018, notifié à l'intéressé le 8 octobre, Monsieur le Maire a décidé le retrait des délégations données à M. Rudy LLANOS, 1^{er} Adjoint. Conformément à l'avis du Conseil d'Etat, en pareil cas, le Maire est tenu de convoquer sans délai le Conseil municipal afin que celui-ci délibère sur le maintien de l'adjoint en cause dans ses fonctions, en application de l'article L.2122-18 du CGCT.

A cette même date du 8 octobre, nous est parvenue la lettre de démission du 1^{er} adjoint, aussitôt transmise au Préfet.

Or, en date du 11/10, soit 2 jours après l'envoi des convocations pour cette séance, la Préfecture informait Monsieur le Maire que M. LLANOS n'ayant pas saisi directement le Préfet de sa démission, il lui était impossible de se prononcer.

Aussi, préalablement à l'examen de la question du remplacement de M. LLANOS, était-il nécessaire de se prononcer sur son maintien dans ses fonctions d'adjoint, ce qui a été fait par l'assemblée délibérante lors de la séance précédente du même jour.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil municipal, dûment organisé en bureau de vote, a procédé à l'élection d'un adjoint au maire, à bulletin secret, qui occupera dans l'ordre du tableau le rang d'adjoint n°1, et a décidé de mettre à jour le tableau des adjoints après cette élection.

Appel à Candidatures :

- M. Emile ANFOSSO

Après dépouillement, les résultats étaient les suivants :

nombre de conseillers présents non votants : 0

nombre de votants : 41

nombre de blancs : 7

nombre de nuls : 3

nombre de suffrages exprimés : 31

majorité absolue : 16

a obtenu :

- M. Emile ANFOSSO : 31

Monsieur Emile ANFOSSO a été proclamé 1er Adjoint.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

INTERCOMMUNALITE

2 - RAPPORT D'ACTIVITE DE SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE - EXERCICE 2017

Monsieur le Maire a communiqué au Conseil municipal le rapport d'activité 2017 de la communauté d'agglomération Sète agglomération Méditerranée. Le Conseil a pris acte de ce rapport, contenant les éléments du compte administratif tel qu'il a été adopté par le conseil communautaire, et permettant d'offrir une vision claire des actions réalisées par l'établissement au cours de l'année 2017.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

SERVICES TECHNIQUES

3 - DENOMINATION DE VOIE - RUE DU PHARE DE ROQUEROLS Délibération adoptée à l'unanimité.

La cessation d'activités sur Sète de la Société FLEXSYS a permis de libérer un espace foncier de près de 11 ha et d'y créer un lotissement industriel en extension de la ZAE des Eaux Blanches.

Le Conseil municipal a décidé de dénommer « rue du Phare de Roquerol » (point symbolique qui sert à déterminer la nouvelle limite de Cette lors de l'extension de la commune en 1857, à l'intersection des communes de Sète, Mèze, Bouzigues et Frontignan), la nouvelle voie créée afin de desservir les parcelles concernées.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

GESTION DU PATRIMOINE

4 - PROCEDURE DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC D'UNE EMPRISE A EXTRAIRE DE LA PARCELLE CI 338

Délibération adoptée à l'unanimité.

La Commune est propriétaire d'une parcelle de 8082 m² cadastrée section CI 338, appartenant au Domaine Public Communal, correspondant au terrain d'assiette des équipements publics de la Presqu'île de Thau.

Dans le cadre du projet de restructuration du centre commercial « les boutiques de Thau », la commune doit prévoir la cession d'une partie de cette parcelle, correspondant aux abords du centre social Nicolas Gabino.

Compte tenu de la nécessité de procéder au déclassement avant cession de ce bien, le Conseil municipal a décidé d'engager la procédure de déclassement adéquate, qui consistera préalablement en une division parcellaire, et une désaffectation. Le Conseil a par ailleurs approuvé cette désaffectation qui, compte tenu de la vocation actuelle du bien, d'accès et de desserte du Centre social, ne pourra prendre effet qu'une fois le relogement des activités et la démolition du centre réalisés, dans un délai qui sera précisé dans l'acte définitif de déclassement.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

5 - TRANSFERT DE GESTION AU PROFIT DE LA COMMUNE DU DOMAINE PUBLIC MARITIME DU QUARTIER DE LA PLAGETTE

Délibération adoptée à l'unanimité des votants par 31 voix Pour, Abstention : 10.

Le Conseil municipal a décidé de solliciter de l'Etat le transfert de gestion à la commune du Domaine Public Maritime sur le quartier de la Plagette, selon le plan de délimitation annexé à la délibération, présentant l'intérêt de permettre une cohérence de gestion de l'ensemble du linéaire de bord de l'étang, ainsi qu'un important programme de rénovation de l'ancien chantier naval (création d'un site regroupant plusieurs associations autour d'un projet de restauration de vieux gréements).

Le Conseil a par ailleurs approuvé la signature, le moment venu, de la convention afférente, selon des modalités similaires à la précédente convention signée en 2015 dans le cadre d'un tel transfert depuis le Pont-Levis jusqu'à l'extrémité ouest du chemin des Hirondelles (durée de 20 ans, exonération de redevance d'occupation...).

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

MARCHES PUBLICS

6 - MAINTENANCE ET CONTRÔLE DES AIRES COLLECTIVES DE JEUX RECREATIFS - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE CCAS

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la signature, avec le Centre Communal d'Action Sociale, d'une convention de groupement de commandes publiques pour la maintenance et le contrôle des aires collectives de jeux récréatifs, dans un souci d'optimisation de gestion et de rationalisation des dépenses publiques.

Le marché sera passé sous la forme d'accord-cadre à bons de commande avec maximum. Il sera conclu pour une période initiale d'un an et pourra être reconduit pour la même durée dans la limite de 4 ans. La Ville de Sète assurera les fonctions de coordonnateur du groupement.

Le montant total maximum du marché sur la durée totale d'exécution tous membres confondus est de 125 000 € HT (100 000 € HT/Ville - 25 000 € HT /CCAS).

La convention de groupement sera soumise dans les mêmes termes à l'approbation du Conseil d'Administration du CCAS.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

7 - FOURNITURES ET SERVICES - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la signature, avec Sète agglomération Méditerranée, d'une convention de groupement de commandes publiques concernant plusieurs familles d'achat, fixées dans la convention (maintenance des équipements, signalisation routière, carburants, produits d'hygiène, fournitures scolaires,...).

SaM assurera les fonctions de coordonnateur du groupement. Les marchés seront passés sous la forme d'accords-cadres à bons de commande avec maximum définis en valeurs et seront conclus pour 4 ans.

Le montant total maximum des marchés sur la durée totale d'exécution tous membres confondus est de 14 511 680 € HT, et de 938 800 € et 1 294 200 € respectivement concernant SaM et la commune de SETE.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

8 - RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE CONFIEE A LA SOCIETE SODEXO - COMPTE RENDU D'ACTIVITES 2016/2017 DU DELEGATAIRE

Après examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 3 septembre 2018, le Conseil municipal a pris acte du rapport annuel du délégataire, la société Sodexo, pour la gestion de la restauration scolaire et municipale, exercice 2016-2017.

Rapporteur : Madame Blandine AUTHIE

9 - EXPLOITATION DES JEUX DU CASINO - ANNEES 2019 A 2022 - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC A PASSER AVEC LA SAS SETE LOISIRS - AUTORISATION DE RECETTE

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 8 voix Contre.

Le Conseil municipal a décidé par délibération du 27 juin 2018 de lancer une procédure de délégation de service public pour l'exploitation des jeux du Casino de Sète, à compter du 1^{er} mars 2019 jusqu'au 31 octobre 2022.

Les avis de concession ont été publiés au BOAMP le 6 juillet 2018, au JOUE le 7 juillet 2018, et dans un journal spécialisé « Journal des Casinos » n°350 du 20 juillet 2018. Une candidature a été réceptionnée, celle de la « SAS SETE LOISIRS », sise à Sète, 45 place Edouard Herriot.

La Commission de Concession de Service Public s'est réunie :

- le 7 août 2018, pour l'ouverture de la candidature,
- le 20 août 2018, pour la déclaration de recevabilité de cette candidature et l'ouverture de son offre,
- le 3 septembre 2018, où elle a émis son avis favorable à l'engagement de négociations avec le candidat en proposant des axes de négociations.

A l'issue de cette procédure, la prise en compte par la collectivité de l'avantage économique global conduit à retenir le candidat « SAS SETE LOISIRS ». Le Conseil municipal a par conséquent approuvé la signature du contrat de DSP, et a émis un avis favorable à la demande d'autorisation ministérielle pour exploiter tous jeux agréés par le Ministère de l'Intérieur, qui sera sollicitée par le délégataire.

Le projet de contrat précise, qu'outre l'activité relative aux jeux, l'exploitation du casino comportera les activités de spectacle et restauration, et que le délégataire s'engage notamment à contribuer au rayonnement touristique et culturel de la ville en organisant des manifestations, spectacles, animations, et en versant une somme annuelle révisable de 25 000 € à l'Office de Tourisme de Sète.

Rapporteur : Monsieur Sébastien PACULL

10 - EXPLOITATION DES LOTS DE PLAGE N°2, 9, 15 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC 2019-2021 - LANCEMENT DE LA PROCEDURE - FIXATION DU MONTANT DES REDEVANCES DOMANIALES - AUTORISATION DE RECETTE
Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 8 voix Contre.

A l'issue de la dernière procédure de consultation en vue de l'exploitation des 15 lots de plages pour les années 2018 à 2021, les lots 2, 9 et 15 n'ont pu être attribués, faute de candidats.

| N° LOT | Position des lots | Affectation des lots | Superficie (m²) | Surface maximale des plateformes + terrasses (m²) | Redevance annuelle |
|--------|--------------------------------|--|-----------------|---|--------------------|
| 2 | X=707898.4790 Y=122414.1848 | Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration | 800 | 320 | 25 000,00 € |
| 9 | X=706262.9396 Y=121685.4665 | Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration | 1 000 | 400 | 33 000,00 € |
| 15 | X=700751.1781 Y=116032.7181 | Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration (périmètre protection redoute Castellás) | 1 000 | 400 | 15 000,00 € |

Suite à l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics du 11 octobre 2018, le Conseil municipal a approuvé le lancement d'une procédure pour l'attribution de ces trois lots pour les années 2019 à 2021, sur la base du rapport annexé à la délibération.

Le Conseil a également approuvé la signature des conventions d'exploitation afférentes et le cahier des prescriptions architecturales, et a fixé les montants des redevances domaniales dues par les futurs attributaires tel qu'indiqués ci-dessus, étant précisé qu'un prorata sera susceptible d'être opéré en fonction de la date de signature des sous-traités d'exploitation.

Rapporteur : Monsieur Sébastien PACULL

11 - EXPLOITATION DU STATIONNEMENT - AVENANT N° 2 A LA CONVENTION PASSEE AVEC LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU BASSIN DE THAU
Délibération adoptée à la majorité par 31 voix Pour et 10 voix Contre.

A la suite d'une étude de faisabilité économique et technique, la commune souhaite compléter l'offre de stationnement par la réalisation de trois nouveaux parkings en ouvrage, situés Place Stalingrad, Place Aristide Briand et Quai de la Consigne.

Ce projet requérant des moyens humains et matériels dont ne dispose pas la ville, et la mutualisation de gestion des nouveaux ouvrages avec celle des parkings existants

permettant une optimisation économique du service public de stationnement, le Conseil municipal a approuvé la signature d'un avenant n°2 afin de l'intégrer dans le périmètre de la convention de concession confiée à la SPL du Bassin de Thau pour l'exploitation des parkings et du stationnement payant en voirie.

La durée de la convention pour ces nouveaux ouvrages est modifiée en conséquence à 25 ans pour tenir compte de la durée d'amortissement des investissements et des emprunts réalisés par la SPL.

Par ailleurs, suite aux derniers investissements réalisés en 2018 (horodateurs du périmètre en extension et parking de la crique de l'Anau), la commune souhaite reprendre à sa charge les investissements futurs du stationnement payant en voirie. Le concessionnaire conservera à sa charge le renouvellement, l'entretien et la maintenance du matériel ainsi que l'organisation de la collecte des redevances.

Rapporteur : Monsieur Vincent SABATIER

PERSONNEL

12 - ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES - VOTE ÉLECTRONIQUE - ADOPTION DU PRINCIPE

Délibération adoptée à l'unanimité.

Suite à l'avis du Comité Technique du 12 octobre 2018, le Conseil municipal a décidé d'adopter les modalités de vote mixte pour tous les scrutins (CT, CHSCT, CAP, CCP) des élections professionnelles du 6 décembre 2018, prévoyant par conséquent le vote à l'urne mais également le vote électronique par internet.

Les modalités de fonctionnement des deux formats de vote sont détaillées dans la délibération.

Rapporteur : Madame Elyane MICHEL - SARDA

13 - TABLEAU DES EMPLOIS - MODIFICATION

Délibération adoptée à l'unanimité.

Suite à l'avis du Comité Technique du 12 octobre 2018, le Conseil municipal a adopté les tableaux des emplois annexés à la délibération, modifiés pour tenir compte des suppressions et créations de postes liées aux mouvements de personnel, et qui entreront en vigueur au 16 octobre 2018 :

*** BUDGET VILLE**

• Suppressions de postes :

Filière Administrative

- * 1 poste d'Attaché (Catégorie A) à temps complet
- * 4 postes d'Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe (Catégorie C) à temps complet

Filière Technique

- * 1 poste d'Agent de maîtrise principal (Catégorie C) à temps complet
- * 5 postes d'Agent de maîtrise (Catégorie C) à temps complet
- * 4 postes d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet
- * 10 postes d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet
- * 12 postes d'Adjoint technique territorial (Catégorie C) à temps non complet

Filière Culturelle

- * 1 poste d'Adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe (Catégorie C) à temps complet
- * 1 poste d'Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet

Filière Police Municipale

- * 1 poste de Chef de police municipale (Catégorie C) à temps complet

- **Créations de postes :**

- Filière Technique

- * 17 postes d'Adjoint technique territorial (Catégorie C) à temps complet

- Filière Animation

- * 1 poste d'Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet

- Filière Police Municipale

- * 1 poste de Gardien Brigadier (Catégorie C) à temps complet

- * **BUDGET POMPES FUNEBRES**

- **Créations de postes :**

- Filière Administrative

- * 1 poste d'Adjoint administratif (Catégorie C) à temps complet

Rapporteur : Madame Elyane MICHEL - SARDA

14 - MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Suite à l'avis favorable de la CAP du 14 septembre 2018, Le Conseil municipal a pris acte des projets de mise à dispositions et des conventions afférentes suivants :

- Madame Céline FORMATO, adjoint d'animation de 2ème classe titulaire, auprès du «Club des Aînés Sétois», à compter du 15 Novembre 2018 pour 1 an afin d'assurer les missions d'assistante administrative,
- Madame Lisia HAMIDANI, adjoint administratif territorial, auprès de Sète agglôpole Méditerranée, à raison de 50% (soit 17.5 heures hebdomadaires) du 1er octobre 2018 au 31 octobre 2018, au secrétariat du Cabinet des Elus,
- Monsieur Jean Louis MASSON, Technicien principal de 1ère classe, auprès de Sète agglôpole Méditerranée, et plus particulièrement auprès du service bâtiments infrastructures, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018, pour permettre notamment l'interface avec le prestataire DALKIA dans la gestion des piscines. La quotité de temps de travail dévolue pour cette mise à disposition passe à 100%.

Rapporteur : Madame Elyane MICHEL - SARDA

15 - MISE A DISPOSITION RAUSA GERMINAL

Le Conseil municipal a pris acte d'une mise à disposition de main d'œuvre temporaire de la part de la SPL BT, qui donnera lieu à un remboursement intégral des rémunérations et charges afférentes, concernant :

- Monsieur Germinal RAUSA, en charge d'opérations Patrimoine et Sécurité des ouvrages de qualification, auprès la ville et plus particulièrement du Pôle Patrimoine et Immobilier, à raison de 20% du temps de travail, du 1^{er} novembre 2018 au 30 septembre 2019.

Rapporteur : Madame Elyane MICHEL - SARDA

FINANCES

16 - BUDGET VILLE 2018 - DECISION MODIFICATIVE N°1

Délibération adoptée à la majorité par 31 voix Pour et 10 voix Contre.

Le Conseil municipal a approuvé la décision modificative n°1 2018 du budget principal, se présentant ainsi :

- M 14 -

SECTION DE FONCTIONNEMENT

| NIVEAU DE VOTE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES |
|-------------------|--|------------------|------------------|
| | <u>DEPENSES REELLES</u> | | |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 141 027,00 | |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL | -200 000,00 | |
| 014 | ATTENUATION DE PRODUITS | 88 540,00 | |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | -6 567,00 | |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | | 80 000,00 |
| | TOTAL OPERATIONS REELLES FONCTIONNEMENT | 23 000,00 | 80 000,00 |
| | <u>OPERATIONS D'ORDRE</u> | | |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 64 745,00 | |
| 042 | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | 7 745,00 |
| | TOTAL OPERATIONS D'ORDRE | 64 745,00 | 7 745,00 |
| | TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT | 87 745,00 | 87 745,00 |

SECTION D'INVESTISSEMENT

| NIVEAU DE VOTE | LIBELLE | DEPENSES | RECETTES |
|-------------------|--|---------------------|---------------------|
| | <u>DEPENSES REELLES</u> | | |
| 16 | EMPRUNTS | 0,00 | 993 000,00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | -2 343,20 | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 52 343,20 | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 1 000 000,00 | |
| | TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | 1 050 000,00 | 993 000,00 |
| | <u>OPERATIONS D'ORDRE</u> | | |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | 64 745,00 |
| 040 | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 7 745,00 | |
| | TOTAL OPERATIONS D'ORDRE | 7 745,00 | 64 745,00 |
| | TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT | 1 057 745,00 | 1 057 745,00 |

Rapporteur : Madame Anne DE GRAVE

17 - BUDGET PORT DES QUILLES 2018 - DECISION MODIFICATIVE N°1
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la décision modificative n°1 2018 du Budget Annexe PORT DES QUILLES, s'équilibrant ainsi :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Niveau de vote | Service Gestionnaire | Imputation nature | Libellé | Dépenses | Recettes |
|----------------|----------------------|-------------------|-----------------------------------|------------|----------|
| | | | <u>OPERATIONS REELLES</u> | | |
| 011 | | | CHARGES A CARACTERE GENERAL | -32 000,00 | |
| 012 | | | CHARGES DE PERSONNEL ET ASSIMILES | 32 000,00 | |
| | | | TOTAL OPERATIONS REELLES | 0,00 | 0,00 |
| | | | TOTAL OPERATIONS D'ORDRE | 0,00 | 0,00 |
| | | | TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0,00 | 0,00 |

Rapporteur : Monsieur Romain FERRARA

18 - BUDGET CFA 2018 - DECISION MODIFICATIVE N°1
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la décision modificative n°1 2018 du Budget Annexe CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS, s'équilibrant ainsi :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Niveau de Vote | libellé | Dépenses | Recettes |
|----------------|--|-----------|-----------|
| 012 | Opérations réelles Charges de Personnel | 17 858,00 | |
| 73 | Produits de fiscalité | | 17 858,00 |
| | TOTAL OPERATIONS REELLES FONCTIONNEMENT | 17 858,00 | 17 858,00 |

SECTION D'INVESTISSEMENT

| Niveau de Vote | libellé | Dépenses | Recettes |
|----------------|---|------------|------------|
| 21 | Opérations réelles Immobilisations corporelles | 114 727,00 | |
| 13 | Subvention Région | | 114 727,00 |
| | TOTAL OPERATIONS REELLES INVESTISSEMENT | 114 727,00 | 114 727,00 |

Rapporteur : Madame Anne DE GRAVE

19 - AVANCE EN COMPTE COURANT D'ASSOCIES DE 1M D'EUROS A LA SA ELIT
Délibération adoptée à la majorité par 31 voix Pour et 10 voix Contre.

La commune souhaite disposer d'un outil opérationnel capable d'intervenir rapidement sur des opérations immobilières ponctuelles pour mettre en œuvre la politique de

requalification urbaine et de dynamisation économique. La SA ELIT a donc engagé un nouvel axe stratégique de développement au travers d'une activité patrimoniale en propre, consistant notamment en l'acquisition de biens à destination de logement, bureaux ou commerces, l'acquisition de fonds de commerce, la gestion locative de biens, la vente des biens, la réalisation d'opérations en promotion.

Afin de permettre à la SA ELIT de disposer des moyens financiers suffisants pour réaliser ces opérations, le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention ayant pour objet de définir les modalités d'un apport en compte courant d'associé d'un montant de 1 000 000 €, pour une durée d'un an (pouvant être prorogée une seule fois pour une durée identique). Au terme de cette durée, l'apport sera soit intégralement remboursé à la Collectivité, soit transformé en augmentation de capital.

Le Conseil d'Administration de la SA Elit a approuvé la convention le 8 octobre 2018.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

ADMINISTRATION GENERALE

20 - VACANCE D'UN POSTE DE CONSEILLER COMMUNAUTAIRE – ELECTION Monsieur le Maire a proposé l'examen de cette question à la suite de la question 1

Le siège de conseiller communautaire occupé précédemment par Monsieur Antoine DE RINALDO est vacant, suite à son décès soudain.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit, d'un siège de conseiller communautaire, il convient de procéder à une nouvelle élection dans les conditions prévues au b de l'article L.5211-6-2 du CGCT.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil municipal a procédé à l'élection du délégué de la commune dont le siège est vacant au sein du Conseil Communautaire de Sète agglôpole Méditerranée.

A l'ouverture de la séance, ont été déposées les listes suivantes :

- **Liste déposée par la majorité municipale**

M. Jean-Claude GROS

- **Liste déposée par Bleu Marine**

M. Gaétan LIGUORI

Nombre de votes en faveur de « Liste Majorité municipale » : 36

Nombre de votes en faveur de « Liste Bleu Marine » : 2

Bulletins blancs : 3

Est proclamé délégué de la commune au sein du conseil communautaire :

M. Jean-Claude GROS

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

La séance est levée à 21h35.

Le Maire
François COMMEINHES



**LES EXTRAITS DU REGISTRE DES DELIBERATIONS, OBJET DU PRESENT COMPTE-RENDU, SONT PUBLIES CONFORMEMENT A L'ARTICLE L 2131-1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
TOUTE PERSONNE PEUT EN PRENDRE CONNAISSANCE AUPRES DU SECRETARIAT GENERAL A L'HOTEL DE VILLE.**